

V. Cas particulier : le M.E.N.A. qui atteint l'âge de 18 ans

Le M.E.N.A. qui atteint sa majorité en droit belge, tombe sous l'application de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Afin de permettre au M.E.N.A. devenu majeur en droit belge et qui a donc atteint l'âge de dix-huit ans, de se conformer aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980, le Bureau Mineurs l'informerá par écrit lors de la délivrance ou de la prorogation du dernier document des différentes procédures qu'il peut introduire.

VI. Dispositions pratiques

Toute information concernant le traitement des dossiers de M.E.N.A. peut être demandée au Bureau Mineurs de la Direction Accès et séjour :

Tél. : 02/205.55.22;

Fax : 02/274.66.57.

Toute information juridique concernant la présente circulaire peut être demandée au Bureau d'Etudes : tél. : 02/206.19.21.

Bruxelles, le 15 septembre 2005.

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEL

Notes

(1) le regroupement familial conformément aux articles 9 et 10 de la Convention des Nations Unies du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant (C.I.D.E.);

(2) conformément à l'article 5 de la Résolution du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 1997 (97/C221/03) concernant les mineurs non accompagnés ressortissants de pays tiers;

(3) conformément à l'article 9, § 1^{er}, du Titre XIII, Chapitre 6, « tutelle des mineurs étrangers non accompagnés » de la loi-programme du 24 décembre 2002.

V. Bijzonder geval : de N.B.M.V. die 18 jaar wordt

De N.B.M.V. die meerderjarig wordt volgens het Belgisch recht, valt onder de toepassing van de voornoemde wet van 15 december 1980.

Om de N.B.M.V. die volgens het Belgisch recht meerderjarig is geworden en dus de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt, in staat te stellen zich te richten naar de bepalingen van de wet van 15 december 1980, zal het Bureau Minderjarigen hem bij de afgifte of de verlenging van het laatste document schriftelijk op de hoogte brengen van de verschillende procedures die hij kan instellen.

VI. Praktische bepalingen

Alle informatie met betrekking tot de behandeling van de dossiers van N.B.M.V.'s kan worden gevraagd aan het Bureau Minderjarigen van de Directie Toegang en Verblijf :

Tel. : 02/205. 55.65;

Fax : 02/274.66.57.

Alle juridische informatie met betrekking tot deze omzendbrief kan worden gevraagd aan het Studiebureau : tel. : 02/206.19.21.

Brussel, 15 september 2005.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEL

Nota's

(1) de gezinshereniging overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de Rechten van het Kind (I.V.R.K.) van 20 november 1989;

(2) overeenkomstig artikel 5 van de Resolutie van de Raad van de Europese Unie van 26 juni 1997 (97/C221/03) inzake niet-begeleide minderjarige onderdanen van derde landen;

(3) in overeenstemming met artikel 9, § 1, van Titel XIII, Hoofdstuk 6 « Voogdij van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen » van de programmawet van 24 december 2002.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2005/00601]

29 SEPTEMBRE 2005. — Circulaire GPI concernant les directives à suivre dans le cadre de la mise en place du Secrétariat de la police intégrée, structurée à deux niveaux (SSGPI)

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

Pour information :

A Monsieur le Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

Au Président de la Commission permanente de la police locale,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Monsieur le Commissaire général,

1. Contexte réglementaire et juridique

Les articles 149^{quater} à 149^{nonies} de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI), insérés dans cette loi via la loi programme du 27 décembre 2004

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2005/00601]

29 SEPTEMBER 2005. — Omzendbrief GPI betreffende de richtlijnen die moeten gevolgd worden in het raam van de indeplaatsstelling van het Secretariaat van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus (SSGPI)

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Ter informatie :

Aan de Heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

1. Wettelijke en reglementaire context

De artikelen 149^{quater} tot 149^{nonies} van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP), in die wet ingevoegd via de programmawet van

constituent la base juridique du nouveau positionnement et des nouvelles règles de fonctionnement du secrétariat social des services de police, dorénavant nommé « Secrétariat de la police intégrée, structurée à deux niveaux » et officiellement abrégé « SSGPI ».

Les raisons d'existence d'un tel secrétariat pour l'ensemble des services de police sont suffisamment connues. Cependant, afin d'optimiser le fonctionnement, de même que d'améliorer sa transparence, le législateur a décidé de soustraire ce secrétariat de la police fédérale et de mettre en place de nouvelles structures de responsabilités. La loi programme précitée du 27 décembre 2004 prévoit à cet égard, en son article 481, des mesures transitoires.

2. But de la circulaire

Cette circulaire a pour but de donner les lignes directrices et informations y relatives, sur base de la compétence concernant l'organisation, le fonctionnement et l'administration générale, laquelle m'est attribuée via l'article 149^{quater}, alinéa 2, LPI.

Eu égard à l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2005, des dispositions législatives précitées et aux buts poursuivis par le législateur, j'estime en effet devoir porter exécution à cette nouvelle législation aussi vite que possible. La présente circulaire a également pour but, dans l'attente des dispositions exécutoires réglementaires requises et dans les limites permises par la loi, de déjà faire fonctionner le SSGPI dans ce nouveau contexte législatif. Dans ce contexte, comme il apparaîtra ci-dessous, continuité et innovation iront de pair tout en respectant les dispositions transitoires.

Les explications et lignes directrices ont trait successivement au directeur - chef de service du SSGPI, au personnel du SSGPI et, pour finir, au « Comité SSGPI », et ont une teneur fonctionnelle et/ou statutaire et/ou organique.

3. Le directeur - chef de service

En vertu de l'article 149^{quater} de la LPI, la gestion journalière du SSGPI est confiée au directeur - chef de service qui en rend compte directement au Ministre de l'Intérieur. Toute relation d'autorité fonctionnelle directe s'exerce effectivement depuis le 1^{er} janvier 2005 et s'effectue concrètement via le canal du SAT.

Dans l'attente des arrêtés d'exécution relatifs aux articles 149^{quinquies}, alinéa 6, et 149^{septies}, alinéa 2, et également sur base de la disposition transitoire de l'article 481 de la loi programme susmentionnée du 27 décembre 2004, Monsieur Robert ELSEN exécute, en tant que chef de service faisant fonction de DMFS, la fonction de directeur - chef de service faisant fonction et ce, tant au niveau organique que statutaire, au sein de la direction DMF de la police fédérale.

Etant donné que l'article 481 précité stipule que le service DMFS exécute lors d'une période transitoire les tâches du SSGPI, il observera lors de l'exercice de ses fonctions les missions du SSGPI, tel que formulées dans le nouvel article 149^{octies} de la LPI et si nécessaire, il se concertera intensivement avec le SAT. Vu les dispositions transitoires, il fera régulièrement rapport auprès du directeur DMF.

Personne ne sera surpris que cette continuité a principalement été inspirée en raison des « régularisations 2001 » en cours et de la scission des structures budgétaires.

4. Le personnel du SSGPI

La loi indique comment le personnel doit être constitué (article 149^{septies} LPI) et quand s'effectue son passage juridique vers le SSGPI, à savoir après la détermination du cadre de son personnel (voir article 481 précité) et des dispositions exécutoires nécessaires et arrêtés de désignation y relatifs.

Il est donc clair que tout comme le directeur-chef de service, les membres actuels de DMFS continuent, dans l'attente, à appartenir à la police fédérale et que pour eux, d'un point de vue statutaire, il n'y a pas encore de changements : ils maintiennent donc leurs autorités compétentes actuelles pour l'évaluation, la discipline, l'attribution des congés, l'administration, etc... Toutes les applications statutaires pour le personnel de DMFS restent donc implantées dans les structures actuelles CG-DGM-DMF-DMFS.

Les directeurs généraux des ressources humaines et des moyens matériels de la police fédérale (DGP et DGM) informeront correctement, en temps et à heure, les membres du personnel concernés des modifications imminentes et des conséquences liées à celles-ci.

27 décembre 2004, vormen de rechtsgrond inzake de nieuwe positionering en de nieuwe werkingsregels van het sociaal secretariaat van de politiediensten, voortaan « Secretariaat van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus » genoemd en officieel afgekort « SSGPI ».

De bestaansredenen van één dergelijk secretariaat voor alle politiediensten zijn genoegzaam bekend. Om evenwel de werking ervan te optimaliseren alsmede zijn transparantie te verhogen, heeft de wetgever beslist dat secretariaat uit de federale politie te lichten en nieuwe verantwoordelijkheidsstructuren in plaats te stellen. Voormelde programmawet van 27 december 2004 voorziet daarbij, in zijn artikel 481, in een overgangsregeling.

2. Doel van de omzendbrief

Deze omzendbrief heeft tot doel desbetreffend toelichtingen en richtlijnen te verschaffen en dit op grond van de bevoegdheid inzake organisatie, werking en algemeen beheer, mij toegekend via artikel 149^{quater}, tweede lid, WGP.

Gelet op de inwerkingtreding van voormelde wettelijke bepalingen op 1 januari 2005, acht ik het immers aangewezen, gezien de door de wetgever nagestreefde doelstellingen, om zo snel mogelijk concrete uitvoering te geven aan die nieuwe regelgeving. Deze circulaire strekt er dan ook toe om, in afwachting van de vereiste reglementaire uitvoeringsbepalingen en voor zover de wet dit toelaat, het SSGPI thans reeds in die nieuwe wettelijke context te kunnen laten functioneren. Daarbij gaan, zoals hieronder zal blijken, continuïteit en innovatie hand in hand en worden de overgangsbepalingen gerespecteerd.

De toelichtingen en richtlijnen hebben achtereenvolgens betrekking op de directeur-diensthof van het SSGPI, het personeel van het SSGPI en ten slotte het « Comité SSGPI » en hebben een functioneel en/of statutair en/of organiek gehalte.

3. De directeur-diensthof

Luidens artikel 149^{quater} WGP wordt het dagelijks beheer van het SSGPI toevertrouwd aan een directeur-diensthof die rechtstreeks aan de Minister van Binnenlandse Zaken verantwoording aflegt. Deze rechtstreekse functionele gezagsverhouding geldt daadwerkelijk sedert 1 januari 2005 en geschiedt concreet via het kanaal van het SAT.

In afwachting van de uitvoeringsbesluiten m.b.t. de artikelen 149^{quinquies}, zesde lid en 149^{septies}, tweede lid, en mede gelet op de overgangsbepaling van artikel 481 van voornoemde programmawet van 27 december 2004, voert de Heer Robert ELSEN, thans waarnemend dienstchef van DMFS, de functie van waarnemend directeur-diensthof uit en dit, organiek en statutair bekeken, binnen de directie DMF van de federale politie.

Nu voormeld artikel 481 stelt dat de dienst DMFS in een overgangsperiode de taken van het SSGPI uitvoert, zal hij dus bij de uitoefening van zijn functie de opdrachten van het SSGPI, zoals verwoord in het nieuwe artikel 149^{octies} WGP, in acht nemen en waar en zo nodig, intensief overleggen met het SAT. Gelet op de overgangsregeling, brengt hij van dit alles geregeld verslag uit bij de directeur DMF.

Het zal niemand verbazen dat deze continuïteit niet in het minst is ingegeven omwille van de actueel aan de gang zijnde « regularisaties 2001 » en opslitsing van de begrotingsstructuren.

4. Het personeel van het SSGPI

De wet geeft aan hoe het personeel moet worden samengesteld (artikel 149^{septies} WGP) en op welk ogenblik het juridisch overgaat naar het SSGPI, zijnde na de vaststelling van de personeelsformatie ervan (zie voormeld artikel 481) en de nodige uitvoeringsbepalingen en aanwijzingsbesluiten dienaangaande.

Het is dus duidelijk dat net zoals de directeur-diensthof, ook de actuele personeelsleden van DMFS vooralsnog tot de federale politie blijven behoren en dat er voor hen, statutair bekeken, vooralsnog geen wijzigingen zijn : zij behouden dus hun actuele overheden bevoegd inzake evaluatie, tucht, toekening van verloven, beheer, enz... Alle statutaire toepassingen voor het personeel van DMFS blijven dus nog ingebed in de actuele structuren CG-DGM-DMF-DMFS.

De directeurs-generaal van het personeel en van de materiële middelen van de federale politie (DGP en DGM) zullen de betrokken personeelsleden te gepasten tijde nauwgezet inlichten van de concreet op til zijnde wijzigingen en daarmee gepaard gaande gevolgen.

5. Le Comité SSGPI

5.1 Innovation

La continuité, étant garantie dans les points supra 3 et 4, ponctuée il est vrai par une relation d'autorité fonctionnelle modifiée, j'estime que la création du comité SSGPI est un nouveau concept important et qu'il est judicieux que ce nouvel organe soit dès à présent déjà appelé à fonctionner car indispensable à la lumière de la ratio legis susmentionnée.

Le législateur entend avec sa création d'augmenter la légitimité des structures de fonctionnement et de placer les responsabilités là où elles doivent l'être exactement.

Conformément aux articles 149quinquies et 149sexies, le fonctionnement du SSGPI est dorénavant suivi par un comité mixte consultatif et de contrôle, appelé « Comité SSGPI ». Le comité SSGPI fait parvenir ses avis et remarques directement à mon office. Le but est donc de me proposer des avis utiles et légitimes, lesquels devront par la suite contribuer à une amélioration constante du fonctionnement du SSGPI dans tous ses aspects, le tout via un organe diversifié et multidisciplinaire composé proportionnellement des représentants de la police locale et de la police fédérale au prorata du nombre de dossiers personnels traités (2/3 contre 1/3).

Dans ce cadre, il peut déjà être pensé aux avis relatifs aux différentes constatations et recommandations faites dans le rapport de Deloitte & Touche, au cadre du personnel du SSGPI, aux arrêtés d'exécution nécessaires au SSGPI, aux items à apporter par le Comité même comme, par exemple, la collaboration avec des tiers (comptables spéciaux, le SCDF, l'ONSSAPL, ...) ou à mes demandes d'avis spécifiques.

5.2 Composition

Vu les balises déjà émises par le législateur concernant la composition du Comité SSGPI et en tenant compte des arrêtés réglementaires tels qu'ils sont en préparation actuellement, ce comité est composé anticipativement comme suit :

- douze membres du niveau de la police locale, dont quatre bourgmestres, quatre chefs de corps et quatre comptables spéciaux, tous désignés par le conseil consultatif des bourgmestres;
- six membres de la police fédérale qui n'appartiennent pas au SSGPI désignés par moi sur proposition du commissaire-général;
- le directeur-chef de service, sans droit de vote;
- un représentant par organisation syndicale représentative, sans droit de vote.

Dans ce contexte, j'écrirai prochainement au président du conseil consultatif des bourgmestres de même qu'au commissaire général de la police fédérale et aux présidents respectifs des syndicats concernés et leur demanderai, avec les spécifications nécessaires, de me communiquer dans les plus brefs délais leurs désignations et propositions.

Dans ce cadre, quelques directives doivent être prises en compte. La composition des membres ayant droit de vote s'effectue dans le respect de la parité linguistique. De plus, il va de soi qu'il doit y avoir une répartition équilibrée des différents types (« taille ») de corps. La loi stipule même qu'il ne peut y avoir qu'un seul délégué par corps ou par service.

Les quatre bourgmestres désignent ensuite en leur sein un président et un vice-président du Comité SSGPI, appartenant à un rôle linguistique différent.

Toutes les désignations nominatives seront ensuite publiées dans le *Moniteur belge*.

5.3 Fonctionnement

Il ne me semble pas opportun de prévoir dans cette phase transitoire des règles de travail rigides. La loi en contient déjà certaines relatives entre autres au droit de regard des pièces et au droit de vote.

Les avis seront, comme le veut l'usage, pris à la majorité des voix exprimées. De plus, j'estime utile de prévoir la possibilité de notifier les opinions divergentes pour les membres du comité qui le souhaiteraient.

Pour le surplus, je laisse au Comité SSGPI, dans l'attente d'une procédure réglementaire, le soin d'établir son propre mode de fonctionnement pragmatique.

En ce qui concerne le travail du secrétariat, le Comité peut entretemps faire appel à un secrétaire-titulaire du SSGPI et à un remplaçant, parmi les membres de DMFS. Le directeur-chef de service désignera aussi vite que possible ces personnes et communiquera leurs coordonnées au SAT.

Je le charge également d'assurer aux membres du Comité SSGPI, le paiement des éventuels frais de déplacements dans l'exercice de leurs fonctions, conformément à l'article XI.IV.106 PJPOL et à charge du budget section 17 - Police fédérale et du fonctionnement intégré - division organique 55 (SSGPI).

5. Het Comité SSGPI

5.1 Vernieuwing

Waar de punten 3. en 4. supra de continuïteit waarborgen, weliswaar met een gewijzigde functionele gezagsverhouding, is de creatie van het Comité SSGPI een belangrijk nieuw concept. Ik meen dat het zinvol is dat nieuw orgaan de facto reeds in het leven te roepen, nu het onontbeerlijk is in het licht van voormelde ratio legis.

Met de creatie ervan, beoogt de wetgever het legitimiteitsgehalte van de werkingsstructuren te verhogen en de verantwoordelijkheden te plaatsen daar waar ze exact moeten worden geplaatst.

Conform de artikelen 149quinquies en 149sexies, wordt de werking van het SSGPI daarom voortaan opgevolgd door een gemengd toezichthoudend en raadgevend comité, genoemd « Comité SSGPI ». Het Comité SSGPI bezorgt zijn adviezen en opmerkingen rechtstreeks aan mijn ambt. De bedoeling is dus, via een gediversifieerd, multidisciplinair orgaan met een pro-rata verhouding lokale/federale vertegenwoordigers in functie van het aantal behandelde personeelsdossiers (2/3de versus 1/3de), mij bruikbare en legitieme adviezen te kunnen voorleggen die vervolgens moeten bijdragen tot een constante verbetering van de werking van het SSGPI en dit in al zijn aspecten.

Daarbij kan nu reeds gedacht worden aan adviezen m.b.t. de in het verslag van Deloitte & Touche gedane diverse vaststellingen en aanbevelingen, de personeelsformatie van het SSGPI, de te treffen uitvoeringsbesluiten inzake het SSGPI, de door het Comité zelf aangebrachte items zoals bijvoorbeeld de samenwerking met derden (bijzondere rekenplichtigen, het CDVU, RSZPPO,...) of de door mij voorgelegde specifieke adviesaanvragen.

5.2 Samenstelling

Gelet op de door de wetgever reeds zelf uitgezette bakens inzake de samenstelling van het Comité SSGPI en rekening houdend met de reglementaire besluiten zoals ze in de maak zijn, wordt dat Comité anticipatief als volgt samengesteld :

- twaalf leden van het niveau lokale politie, zijnde vier burgemeesters, vier korpsschefs en vier bijzondere rekenplichtigen, allen aangewezen door de adviesraad van burgemeesters;
- zes leden van de federale politie die niet tot het SSGPI behoren, voorgedragen door de commissaris-generaal;
- de directeur-diensthof, niet stemgerechtigd;
- één vertegenwoordiger per representatieve vakorganisatie, niet stemgerechtigd.

In die context zal ik de voorzitter van de adviesraad van burgemeesters alsmede de commissaris-generaal van de federale politie en de respectieve voorzitters van de beoogde vakbonden eerstdaags aanschrijven en hen, met de nodige specificaties, vragen spoedig de nodige aanwijzingen dan wel voordrachten te doen.

In dat raam gelden enkele voorschriften. De samenstelling van de stemgerechtigde leden geschiedt taalkundig paritair. Voorts spreekt het voor zich dat er een evenwichtige spreiding moet zijn over de diverse types (grootte) van korpsen. De wet stelt zelf dat er per korps/dienst slechts één afgevaardigde mag zijn.

De vier burgemeesters wijzen vervolgens onder hen een voorzitter en een vice-voorzitter van het Comité SSGPI aan, die tot een verschillende taalrol behoren.

Alle nominatieve aanwijzingen zullen vervolgens in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

5.3 Werking

Het lijkt mij niet opportuun om in deze overgangsfase stringente werkingsregels voor te schrijven. De wet bevat er trouwens al enkele in verband met, onder meer, het inzagerecht van stukken en het stemrecht.

Zoals gebruikelijk zullen de adviezen derhalve bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen worden gewezen. Verder acht ik het nuttig te voorzien in een mogelijkheid tot notulering van dissenting opinions voor de leden van het Comité die zulks wensen.

Voorts laat ik het aan het Comité SSGPI over om, in afwachting van een reglementair vastgelegde procedure, een eigen pragmatische werkwijze uit te werken.

Voor het secretariaatswerk kan het Comité alvast een beroep doen op een secretaris-titularis en een plaatsvervanger van het SSGPI, uit de leden van DMFS. De directeur-diensthof zal die personen zo snel mogelijk aanwijzen en hun gegevens meedelen aan het SAT.

Ik draag hem ook op in te staan voor de vergoeding van de eventuele door de leden van het Comité SSGPI gemaakte verplaatsingskosten in de uitoefening van hun opdracht, overeenkomstig artikel XI.IV.106 RPPOL en lastens het budget Sectie 17 - Federale politie en geïntegreerde werking - organisatieafdeling 55 (SSGPI).

6. Conclusion

Il est clair que les nouveaux concepts précités relatifs à l'administration de la rémunération du personnel des services de police visent à contribuer à un meilleur fonctionnement administratif intégré de la nouvelle configuration de la police. C'est pourquoi je souhaite que tous les protagonistes visés dans cette circulaire, malgré la situation transitoire semi-officielle, prennent leur tâche à coeur afin de contribuer intelligemment et constructivement à la mise en oeuvre des concepts qui, selon la volonté du législateur, doivent soutenir le fonctionnement futur du SSGPI.

Je vous salue, Madame, Monsieur le gouverneur de province de diffuser la présente circulaire aux Bourgmestres de votre ressort dans les meilleurs délais.

Je vous prie, Madame, Monsieur le gouverneur de province, de bien vouloir indiquer au Mémorial administratif la date à laquelle la présente circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

6. Besluit

Het moge duidelijk zijn dat voorgaande nieuwe concepten inzake de verloningsadministratie van het personeel van de politiediensten willen bijdragen tot een betere geïntegreerde - administratieve - werking van de nieuwe politieconfiguratie. Daarom uit ik de wens dat alle in deze omzendbrief bedoelde protagonisten, ondanks de semi-officiële overgangstoestand, hun taak ter harte zouden nemen en op een intelligente en constructieve wijze zouden bijdragen tot het uitwerken van de concepten die, naar de wil van de wetgever, de toekomstige werking van het SSGPI moeten schragen.

Ik verzoek U, Mevrouw, Mijnheer de provinciegouverneur, deze omzendbrief aan alle burgemeesters voor Uw ambtsgebied dringend te willen verspreiden.

Gelieve Mevrouw, Mijnheer de provinciegouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd, in het Bestuursmemoriaal te willen vermelden.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES**Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines**

*Publications prescrites par l'article 770
du Code civil*

[2005/54275]

Succession en déshérence de Van Thillo, Joanna

Joanna Van Thillo, divorcée de Charles Van Strydonck, née à Merksem le 31 août 1921, domiciliée à Anvers (district Merksem), Doelhofstraat 51, est décédée à Brasschaat le 8 novembre 2003, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Anvers a, par jugement du 11 mars 2005, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 1^{er} avril 2005.

Pour le directeur régional de l'enregistrement, le directeur a.i.
C. Windey.

(54275)

Succession en déshérence de Van de Velde, Philomena

Philomena Irena Van de Velde, divorcée de Hendrik Eugeen Maria Vlaeminckx, née à Temse le 9 novembre 1922, domiciliée à Anvers (district Berchem), Floraliënlaan 400, est décédée à Anvers (district Berchem) le 10 février 2003, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Anvers a, par jugement du 14 mars 2005, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 1^{er} avril 2005.

Pour le directeur régional de l'enregistrement, le directeur a.i.
C. Windey.

(54276)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN**Administratie van het kadaster, registratie en domeinen**

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[2005/54275]

Erfloze nalatenschap van Van Thillo, Joanna

Joanna Van Thillo, uit de echt gescheiden van Charles Van Strydonck, geboren te Merksem op 31 augustus 1921, wonende te Antwerpen (district Merksem), Doelhofstraat 51, is overleden te Brasschaat op 8 november 2003, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 11 maart 2005, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 1 april 2005.

Voor de gewestelijke directeur der registratie, de directeur a.i.,
C. Windey.

(54275)

Erfloze nalatenschap van Van de Velde, Philomena

Philomena Irena Van de Velde, uit de echt gescheiden van Hendrik Eugeen Maria Vlaeminckx, geboren te Temse op 9 november 1922, wonende te Antwerpen (district Berchem), Floraliënlaan 400, is overleden te Antwerpen (district Berchem) op 10 februari 2003, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 14 maart 2005, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 1 april 2005.

Voor de gewestelijke directeur der registratie, de directeur a.i.,
C. Windey.

(54276)